

[print](#)

L'inégalité et la poussée vers la guerre

De [Andre Damon](#)

Global Research, avril 17, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/linegalite-et-la-poussee-vers-la-guerre/5378103>

La semaine passée, Equilar, société de données sur les salaires des dirigeants d'entreprises, a rapporté qu'aux Etats-Unis les 100 PDG les mieux payés, ont vu leur salaire médian augmenter de 9 pour cent en 2013 pour atteindre 13,9 millions de dollars.

Ce rapport survient au moment où les médias et l'*establishment* politique américains sont en train de déchaîner un nouveau déluge de propagande de guerre, cette-fois contre la Russie. Comme dans le cas des conflits en Serbie, en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie, les médias américains sont en train de déverser des mensonges éhontés sur la crise en Ukraine. Comme d'habitude, rien n'est examiné avec objectivité, aucune preuve n'est fournie pour justifier les accusations portées contre l'ennemi, aucun contexte historique n'est avancé. Au contraire, on cherche à engourdir et intimider la population dans le but de vaincre l'opposition de celle-ci à une intervention militaire.

La régularité avec laquelle les Etats-Unis menacent ou s'embarquent dans de nouvelles guerres dépend des objectifs géopolitiques illimités et prédateurs de la classe dirigeante américaine. Elle est aussi ancrée dans les immenses tensions sociales générées par l'extraordinaire croissance de l'inégalité sociale.

Depuis longtemps, la guerre sert de moyen de détourner les antagonismes sociaux et de les orienter contre un ennemi extérieur. Comme James Madison, auteur de la loi sur les droits du citoyen (Bill of Rights), l'avait fait remarquer, « Chez les Romains la maxime voulait qu'on encourage une guerre chaque fois qu'une révolte était redoutée. »

Les Etats-Unis, la plus inégalitaire des grandes puissances industrielles, est une poudrière sociale. Dans le contexte d'une récession économique, la grande majorité de la population a subi une régression historique de ses conditions de vie, alors que les riches et les ultra-riches accumulent une richesse toujours plus grande.

L'augmentation des revenus des PDG que révèle le rapport de l'Equilar est l'expression de ce processus. Larry Ellison, PDG du géant du logiciel Oracle et cinquième homme le plus riche du monde, arrive une fois de plus en tête de liste, ayant engrangé 78,4 millions de dollars de salaire et de primes en 2013. La richesse accumulée par Ellison atteint environ 48,8 milliards de dollars, soit plus que le produit intérieur brut de 100 pays distincts. En 2012, Ellison avait acheté 98 pour cent des terres de l'île hawaïenne de Lanai, qui sont venus s'ajouter à ses centaines de millions de dollars de biens immobiliers.

Ellison est représentatif de toute une couche sociale. L'énorme croissance de revenu des ultra-riches se combine avec une augmentation encore plus spectaculaire de leur patrimoine. Les chiffres publiés ce mois-ci par les professeurs Emmanuel Saez et Gabriel Zucman montrent que la part de richesse de chaque section de la population a considérablement décliné depuis les années 1980 à l'exception du 1 pour cent de gens qui gagnent les revenus les plus élevés et dont la richesse s'est accrue de façon significative.

La plus forte augmentation de richesse est réservée à ceux qui sont les plus haut placés sur l'échelle. Les 0,5 les plus riches ont vu leur part de richesse doubler, passant d'environ 17 pour cent en 1978 à près de 35 pour cent en 2012. Les 0,1 pour cent les plus riches (un millième de la population) détiennent actuellement plus de 20 pour cent de toute la richesse.

La concentration de la richesse à une extrémité va de pair avec des conditions sociales catastrophiques à

l'autre extrémité. Une génération entière de jeunes a été plongée dans la pauvreté et le chômage. Près de 16 pour cent des jeunes entre 25 et 34 ans perçoivent un revenu qui est en-dessous du seuil de pauvreté national. A titre de comparaison, 10 pour cent des gens du même groupe d'âge vivaient dans la pauvreté en 2000. Le revenu médian des jeunes ménages est inférieur de 8.000 dollars à ce qu'il était en termes réels en 2000.

Cinq ans et demi après le début de la crise économique et financière de 2008, la situation sociale à laquelle la grande masse de la population, jeunes et vieux, est confrontée, se caractérise par l'insécurité économique, des salaires en baisse et un niveau d'endettement sans précédent.

Ces niveaux d'inégalité sociale sont incompatibles avec la démocratie. Le système politique fonctionne de plus en plus crûment comme l'instrument d'une oligarchie financière parasitaire.

Les deux grands partis patronaux, les Démocrates et les Républicains, ont poursuivi une politique systématique de redistribution de la richesse du bas vers le haut. Et pourtant, à l'approche des élections de mi-mandat de 2014, le gouvernement Obama et les Démocrates cherchent à se présenter comme les adversaires de l'inégalité. Leur programme censé être « progressiste » consiste en une modeste augmentation du salaire minimum, à un niveau, en termes réels, inférieur à ce qu'il était en 1968, et en une prolongation de quelques mois des allocations pour les chômeurs de longue durée, allocations dont ils ont permis l'expiration à la fin de l'année dernière. Un troisième volet est la promotion d'un salaire égal pour les femmes.

Même ces propositions, qui sont totalement inadéquates pour s'attaquer à l'étendue énorme de la crise sociale, sont présentées sans aucune intention sérieuse de les appliquer. Le chômage de masse et les bas salaires sont en fait les éléments cruciaux d'une stratégie générale pour stimuler les profits des entreprises.

Les tribunaux ont également joué un rôle. Au début du mois, la Cour suprême des Etats-Unis a statué la suppression du plafond limitant le montant total d'argent qu'un particulier peut donner aux campagnes politiques, éliminant ainsi un autre aspect de la façade démocratique de la société américaine.

La classe dirigeante agit de façon tout aussi implacable et criminelle en politique étrangère. Avec une témérité extraordinaire, un coup d'Etat droitier dirigé par des fascistes, a été organisé en Ukraine pour militariser une région entière au risque d'une guerre avec la Russie qui est une puissance nucléaire.

La peur d'une nouvelle guerre n'est pas seulement considérée comme un moyen de réorienter les tensions sociales mais elle fournit aussi la justification à de nouvelles attaques contre les droits démocratiques et un renforcement supplémentaire des pouvoirs de la police et de l'Etat. Toutes les protections constitutionnelles fondamentales sont en train d'être démolies par un gouvernement qui prône le droit d'espionner la population et d'assassiner des citoyens américains.

Andre Damon

Article original, WSWS, paru le 16 avril 2014

Copyright © 2014 Global Research